



Rencontre nationale dans le Loiret et camp international en Turquie

Cet été, l'UJR a préparé sa rentrée

Près d'Izmir, en Turquie

Une délégation de 4 militants de l'UJR a participé cet été au 24^e Camp International de la Jeunesse Anti-Fasciste et Anti-Impérialiste qui s'est tenu du 2 au 10 août près d'Izmir, en Turquie. Quand 2 000 jeunes se retrouvent avec des organisations de jeunesse révolutionnaires venues d'une quinzaine de pays différents, les échanges sont forcément très riches. C'est l'occasion de découvrir des situations mal connues, comme celle de l'Inde ou du Pakistan. D'avoir un autre regard sur la réalité des mouvements populaires, leurs revendications, leurs difficultés et leurs avancées, en Turquie, au Brésil, et au Danemark, savoir que les forces progressistes et révolutionnaires mènent des luttes importantes contre l'UE libérale et se battent pour ne pas laisser l'extrême droite gagner du terrain. En Tunisie, la confrontation entre la réaction et les forces progressistes et révolutionnaires se poursuit. Durant le camp, une manifestation a été organisée en solidarité avec la lutte du peuple palestinien et la population de Gaza dont les bombes israéliennes ont tenté de briser la résistance. Beaucoup d'émotion et de colère quand la délégation équatorienne a appris que le gouvernement Correa retirait au Mouvement Populaire Démocratique (le MPD qui existe depuis 36 ans), son statut et

ses prérogatives de parti politique. L'UJR a mis en ligne sur son site un communiqué où elle donne des éléments sur les tentatives du gouvernement Correa de liquider toute contestation sociale : *"Début juillet, trois responsables politiques avaient déjà été arrêtés (...). Ils viennent seulement d'être libérés mi-août mais seront tous poursuivis pour délit de 'rébellion organisée' (...). Cette répression est mise en place après le succès d'une deuxième marche populaire nationale 'pour l'eau, la vie, et la liberté des Peuples'. Elle a traversé tout le pays et réuni près de 50 000 personnes à son apogée pour dénoncer la politique de Correa (...). Le gouvernement n'applique pas la constitution et détruit le code du travail (...), il livre l'économie équatorienne aux puissances impérialistes. En ce moment, Correa négocie un traité toxique de 'libre échange' avec l'Union Européenne."*

(Retrouvez l'intégralité de cette déclaration sur le site de l'UJR)

Au camp d'été de l'UJR

La rencontre nationale organisée du 12 au 17 août dans le Loiret a été marquée de ce même esprit révolutionnaire et internationaliste. Fraternité et bonne humeur, activités culturelles, mais aussi temps de réflexion sur la situation et les mobilisations... Le PCOF a

été sollicité pour apporter des éléments sur l'histoire de la construction européenne qui permettent de comprendre pourquoi l'UE avec ses institutions et sa monnaie ne peut être ni démocratique, ni sociale, ni facteur de paix. Echange riche aussi autour d'une intervention de Femmes Égalité pour nourrir la réflexion sur les questions qui touchent à la contraception, à l'IVG, mais aussi à la prostitution étudiante.

La participation d'une délégation de l'ODJ (Organisation Démocratique de la Jeunesse), avec de jeunes étudiants Burkinabè, également militants de l'UGEB (Union générale des Étudiants Burkinabè) a ouvert des discussions très concrètes sur la situation au Burkina-Faso, mais aussi sur la réalité de la domination de l'impérialisme français. Quelle surprise, en effet, pour beaucoup de jeunes de l'UJR d'apprendre que les francs CFA sortent de l'imprimerie de la Banque de France à Chamalières

dans le Puy de Dôme ! Ou que dans chacun des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), existe un "Comité National du Crédit" où siège... un représentant de la France !

Ces échanges ont trouvé leurs prolongements et leur concrétisation dans la rédaction d'un tract UJR-ODJ sur les interventions militaires de la France en Afrique et par la décision de co-animer un débat à la Fête de l'Huma sur ces questions.

A la Fête de l'Humanité

L'UJR aura une table au stand du PCOF (682 avenue Toussaint-Louverture) avec ses documents d'analyse, ses tracts, affiches et multiples badges réalisés au camp cet été.

Pour cette rentrée, l'UJR reste également mobilisée pour exprimer sa solidarité avec la Palestine et soutenir la campagne BDS. ★

DEBAT

INTERVENTIONS MILITAIRES, DOMINATION ET PILLAGE :
POURQUOI COMBATTONS-NOUS LA POLITIQUE DE LA FRANCE
EN AFRIQUE ?

DEBAT ORGANISE PAR L'UJR AVEC LA PARTICIPATION DE
L'ORGANISATION DEMOCRATIQUE DE LA JEUNESSE
(BURKINA FASO)

> RDV DIMANCHE 11H AU STAND DU PCOF <

Burkina
Organisation
Démocratique de la Jeunesse



France
Union des
Jeunes Révolutionnaires

Extraits du tract commun ODJ-UJR

Non aux interventions militaires en Afrique ! Non à la guerre et à l'austérité !

Déclaration commune ODJ (Burkina) - UJR (France)

Depuis plusieurs années, la France multiplie les interventions militaires en Afrique. En Centrafrique comme au Mali, elle prétend intervenir à la demande des peuples pour rétablir la paix, renforcer la démocratie et combattre le terrorisme... Mais, en réalité, ces ingérences n'ont rien d'humanitaires. [...]

Pourquoi avons-nous intérêt à combattre ensemble ces interventions militaires ?

En Irak, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en Centrafrique..., partout où l'impérialisme intervient, il installe le chaos. Il attise les guerres civiles au lieu de les éteindre, provoque des déplacements de populations, accroît la misère et le nombre de réfugiés.

Les interventions de la France renforcent la position d'entreprises comme Total, Bolloré, Bouygues ou Areva qui, au Niger, empoisonne la population et impose dans les mines d'uranium de terribles conditions de travail.

Les interventions concourent au maintien de régimes dictatoriaux mis en place et déchus par la France lorsqu'ils ne servent plus ses intérêts. Ce fut le cas en Côte d'Ivoire -où l'impérialisme français a imposé le remplacement de Laurent Gbagbo par Alassane Dramane Ouattara-, au Mali, en Centrafrique...

Les interventions renforcent l'implantation des bases militaires. C'est le cas, en particulier au Mali ou au

Burkina Faso. Ces dispositifs de contrôle et de surveillance sont prêts à réprimer les mouvements populaires et révolutionnaires qui contestent ces régimes et l'impérialisme français.

En France, on ose nous dire qu'il n'y aurait plus d'argent pour la protection sociale, la santé, le logement ou l'enseignement, qu'il faut faire des économies. Mais le gouvernement trouve de quoi financer le coût faramineux de ces "opérations extérieures" dont le budget a triplé entre 2000 et 2013, passant de 500 à 1 500 millions d'euros.

La position des jeunes de l'ODJ (Burkina) et de l'UJR (France)

Nous dénonçons les interventions militaires de l'impérialisme français

dans les pays d'Afrique. [...] Nous dénonçons les politiques d'austérité, répressives et antidémocratiques conduites par le gouvernement français et le régime de la "4^e République" de Blaise Compaoré au Burkina. Nous exigeons le retrait immédiat des soldats français partout en Afrique. Stop aux guerres de rapine. Utilisons l'argent public pour répondre aux besoins du peuple et non pour défendre les profits des monopoles et soutenir des régimes vomis par leurs propres peuples.

A bas l'impérialisme français !
Vive la solidarité internationale des peuples ! ★

(Retrouvez l'intégralité de ce tract sur le site de l'UJR)